



Journée du 29 août 2008

L'ESPRIT OLYMPIQUE NOUS INSPIRE-T-IL ?

Intervenants :

Pierre Bordry, président de l'Agence française de lutte contre le dopage

Olivier Carteret, président de Aristeia Sport

Michel Fournier, parachutiste

Lamine Gueye, premier skieur sénégalais à avoir participé aux JO

Ismaël Guillorit, surfeur, Association Vagdespoir

Bernard Laporte, secrétaire d'État chargé des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative

Marie-Christine Oghly, présidente de l'Association des Femmes Chefs d'Entreprise, présidente du MEDEF Île-de-France

David Douillet, Judoka

Animateur : Alexandre Delperier, animateur radio-TV

Au sortir des Jeux olympiques de Pékin, de nombreuses questions se posent sur les cinq grandes valeurs de Pierre de Coubertin : l'humanisme, le pacifisme, l'éducation, l'œcuménisme et le droit de faire du sport. Alexandre Delperier propose de débattre sur les valeurs fédératrices du sport en général : sont-elles à toute épreuve ? Servent-elles dans la vie ? Ce débat devra faire le parallèle entre le sport et le monde de l'entreprise.

Par ailleurs, les valeurs olympiques sont-elles applicables au monde d'aujourd'hui ? Y a-t-il toujours une place pour le plaisir ? Quelle est la place de l'argent dans le sport ?

M. Laporte explique qu'il a vécu avec émerveillement cette quinzaine olympique dans le village comptant près de 10 000 athlètes et où règne une ambiance paradoxale à la fois bonne enfant et compétitive, mais saine. Il rapporte qu'il a vraiment apprécié aller d'un site à l'autre pour suivre les athlètes français et particulièrement le succès du handball français lors du dernier jour de compétition.

Par ailleurs, il félicite les organisateurs chinois pour la qualité de ces Jeux. Tout en admettant que la Chine ne soit pas un pays édénique, il tient à préciser qu'elle est différente de ce qui en est dit. Les athlètes ont maintenant hâte de participer aux Jeux de Londres en 2012.

Appuyant les propos précédant, M. Carteret se dit impressionné par la qualité de l'organisation chinoise qu'il a vue de près, puisque le rôle de l'agence Aristeia est de décrypter le pays hôte pour produire des prestations de communication pour le compte d'entreprises investissant dans le sport. Il s'agit de comprendre les problématiques du pays et d'anticiper les éventuels problèmes afin de les résoudre à l'avance.

Dans le cadre de ces Jeux de Pékin, l'agence a ainsi fait venir 6 500 personnes originaires de nombreux pays puisqu'elle est l'agence de 17 comités olympiques nationaux, dont le CNOSF ; elle est ainsi chargée des prestations d'hospitalité, notamment de la billetterie.

Pour gérer le séjour des chefs d'entreprise invitant leurs meilleurs clients, Aristeia met sur pied une équipe locale biculturelle composée d'Européens habitant la Chine et de Chinois tous bilingues.

Les prochains défis de l'agence sont la préparation d'événements tels que les Jeux olympiques d'hiver de Vancouver en 2010, les Jeux olympiques d'été de 2012, la Coupe du monde de football. En effet, Aristeia se spécialise dans les événements se déroulant hors de France, parce que ce sont ceux qui présentent le plus de difficultés pour les entreprises voulant utiliser ce moyen de communication à destination de leurs clients. En la matière, les Jeux de Pékin ont certainement représenté un des événements les plus compliqués à gérer avec des changements de dernière minute et donc des tensions à la fois au sein du BOCOG et des comités olympiques nationaux. Mais, les événements sportifs se sont bien déroulés dès le début grâce à une excellente organisation et au cadre exceptionnel que constituait le village olympique.

M. Gueye explique qu'il a grandi au Sénégal, mais aussi en France, où il a pu pratiquer sa passion pour le ski. Il constate avec regret que le nombre de skieurs sénégalais, actuellement au nombre de quatre, est en réduction, notamment à cause de décisions du CIO et de la Fédération internationale de ski qui n'apprécient pas beaucoup ces skieurs « exotiques ». Mais, il convient que les Jeux olympiques sont des événements magiques de par la mise en concurrence d'athlètes d'horizon différents.

Répondant avec humour à l'animateur lui faisant remarquer qu'il n'était pas en mesure de se comparer aux meilleurs lorsqu'il skiait en compétition, M. Gueye signale qu'il était le premier Sénégalais et le premier Africain du classement et qu'avec la 63e position sur 133 concurrents, il avait un niveau lui permettant de disputer ces courses. Il explique que les skieurs africains pourraient un jour disputer le podium si les organisations internationales étaient plus conciliantes.

Par ailleurs, M. Gueye explique que représenter un pays comme le Sénégal aux Jeux

olympiques dépasse le simple défi sportif, en particulier avec un sport qui n'est pas habituel pour des Africains. Le CIO a au départ laissé les athlètes participer avant de leur faire comprendre que le ski n'était pas un sport pour eux. Il rapporte ainsi qu'il a reçu il y a quelques années un courrier du CIO lui disant que, pour des raisons géographiques et climatiques, les Jeux olympiques d'hiver ne conviennent pas à certains pays du monde.

Bien qu'il admette que les Jeux olympiques soient une belle chose et que les Chinois ont parfaitement organisé l'édition 2008, M. Gueye souhaite revenir sur l'esprit olympique, auquel il ne peut dissocier la notion d'éthique. Or, il estime que cette dernière est en train de disparaître aujourd'hui.

Il se félicite d'ailleurs que ce soit le MEDEF qui se pose la question : l'esprit olympique existe-t-il toujours ?

Ces valeurs de l'éthique et du sport sont d'après lui en train de quitter le CIO alors qu'elles entrent dans le monde de l'entreprise.

David Douillet nuance les propos précédents en affirmant que l'éthique n'a pas complètement disparu des Jeux olympiques, le contraire serait une catastrophe. Il estime que l'éthique est encore bien présente au CIO même si celui-ci a été obligé de muter.

M. Douillet rappelle qu'au début de la présidence de M. Samaranch, les Jeux étaient très coûteux pour la ville et le pays organisateurs, ce qui dissuadait de nombreux candidats. Cette tendance s'est inversée avec les Jeux de Los Angeles qui ont vu la naissance d'un projet de marketing élaboré par le CIO, lequel a permis l'apparition des Jeux tels qu'ils existent actuellement.

David Douillet admet que la prise en compte de la réalité économique dans la réalité sportive et éthique a conduit à l'apparition de points de conflit. Ainsi, la Chine aurait obtenu l'organisation des Jeux de 2008 en partie grâce à sa puissance et à sa croissance économique. Mais, les athlètes demeurent les garants de l'éthique ; leur installation à des postes importants du CIO est ainsi une bonne nouvelle.

Cette évolution rend M. Douillet optimiste sur l'avenir des Jeux même s'il comprend la déception de Lamine Gueye. En effet, l'esprit olympique doit garantir aux athlètes la possibilité de participer à la compétition même si leur niveau n'est pas comparable aux meilleurs. C'est le cas en ski, mais également en judo, rappelle David Douillet.

Se tournant vers M. Fournier, l'animateur explique que celui-ci tentera prochainement un saut en parachute de 40 000 m au Canada après trois tentatives infructueuses.

Le parachutiste indique qu'il tente seul ce défi, qui était au départ un projet national auquel il a participé en tant que militaire, avant son abandon. Ce saut présente beaucoup de difficultés techniques sur lesquelles il travaille depuis 20 ans.

Pour sauter de cette altitude, le seul moyen est d'utiliser un ballon gonflé à l'hélium pour éviter de reproduire les conditions qui ont conduit à la catastrophe du Hindenburg. Or, il n'a pas trouvé de fabricant pour produire le type de ballon dont il a besoin ; ceux-ci sont habituellement réservés par contrat à des États. Il a toutefois pu faire deux tentatives avec un ballon anglais et un dernier essai avec un ballon russe, malheureusement les dispositifs de sécurité se sont déclenchés.

Sur le plan physiologique, Michel Fournier explique qu'il est soumis au syndrome des plongeurs et qu'il doit donc respirer de l'oxygène pur pendant quatre heures avant sa tentative pour éliminer au moins 90 % de l'azote de son organisme.

Il y a par ailleurs de nombreuses difficultés techniques : la pressurisation de la nacelle, les techniques de saut, l'entraînement, l'hygiène de vie, etc. Ce défi nécessite une parfaite condition physique même s'il constitue davantage un exercice psychologique qu'un exercice physique. En effet, il faut une heure pour s'équiper, quatre heures pour éliminer l'azote de l'organisme et deux heures de montée. Une fois qu'il aura quitté la nacelle, explique M. Fournier, il atteindra le mur du son en 30 secondes et accélérera jusqu'à une vitesse comprise

entre 1,3 et 1,5 Mach avant de ralentir sa chute à 200 km/h et d'ouvrir son parachute entre 1 000 et 1 500 m d'altitude.

Pour réaliser ce défi, il indique que le budget de 11,8 M€ a été entièrement fourni par des mécènes privés et par des chercheurs, parce que ce type de saut pourrait à l'avenir être un moyen de sauvetage pour les vols suborbitaux.

S'il est bien de gagner dans le sport, Mme Oghly indique que cela est essentiel dans le monde de l'entreprise. Présidente de l'association des femmes chefs d'entreprise et du MEDEF Île-de-France et elle-même à la tête de deux sociétés, elle estime que diriger des entreprises et l'équipe régionale du MEDEF est également un sport. Il est ainsi utile de faire des parallèles entre l'esprit olympique et les valeurs de l'entreprise.

Rappelant que Lamine Gueye a constaté que les valeurs sportives avaient déserté les Jeux olympiques pour entrer dans le monde de l'entreprise en notant que le MEDEF est à l'origine de cette table ronde, Mme Oghly fait également remarquer que les entreprises recrutent de plus en plus de sportifs et d'entraîneurs pour manager les équipes en s'inspirant du monde sportif. De plus, les cadres emploient de plus en plus les coachs personnels.

Par ailleurs, elle signale que l'entreprise intègre de manière croissante l'éthique, la diversité et l'humanisme dans ses valeurs. La table ronde de la veille a d'ailleurs fait la part belle aux valeurs philosophiques et humanistes, alors que les discussions tournent habituellement autour de sujets économiques au MEDEF.

S'agissant du rugby, sport qu'il a longuement pratiqué au plus haut niveau, M. Laporte estime qu'il est une des disciplines sportives ressemblant le plus à l'entreprise. En effet, l'équipe est composée de plusieurs métiers, dont la performance individuelle crée la richesse du groupe. Comme dans une entreprise, ce sont les performances des hommes qui permettent la performance de l'ensemble. Selon lui, si le sport apporte à l'entreprise, la réciproque est également vraie. Il estime que l'entreprise avait d'ailleurs adopté depuis longtemps des valeurs qui sont perçues comme étant celles du sport. Bernard Laporte indique d'ailleurs avoir beaucoup appris de grands patrons comme Claude Bébéar.

Pour Mme Oghly, l'exemplarité est une vertu essentielle du sport, notamment pour les jeunes en difficulté ou en situation d'échec. Voir des personnes de leur milieu réussir dans le sport leur permet de vouloir aller de l'avant et d'essayer de gagner. L'entreprise peut jouer sur ces valeurs lorsqu'elle intègre ensuite ces jeunes.

Tout en comprenant que les entreprises fassent appel à des sportifs connus pour véhiculer différemment des messages à leurs collaborateurs, David Douillet insiste sur le fait que tout le monde a la recette pour réussir au sens large ; les intervenants sportifs ne font que le rappeler à leurs auditoires. En cas de blessure notamment, il estime qu'il est possible à chacun de dépasser le problème du handicap.

Pour le judoka français, le sport n'est pas simplement une question de niveau, et le gagnant d'une compétition locale peut l'emporter grâce à des valeurs plus fortes et plus sincères qu'un champion de niveau international. L'essentiel est l'état d'esprit : il faut voir la bouteille à moitié pleine plutôt qu'à moitié vide ; cela permet de s'adapter pour surmonter l'épreuve malgré le handicap. Ce handicap peut certes être physique, mais le handicap le plus pénalisant est mental, parce que l'homme se protège en permanence par des barrières psychologiques alors que la seule barrière devrait selon David Douillet être celle de la limite de la vie. C'est en enlevant les barrières que certains feront la différence.

Approuvant totalement les propos précédant, Bernard Laporte explique qu'il est en désaccord avec les pratiques sportives en vigueur dans l'éducation nationale. En effet, il existe des différences physiologiques entre les individus, donc les performances chiffrées ne sont pas pertinentes pour juger les jeunes. Les notes devraient selon lui s'attribuer au mérite et à l'effort consenti, et non en fonction d'un barème uniforme.

Ismaël Guilliorit explique qu'il a été entre autres amputé de la jambe droite à la naissance, ce qui constitue un fort handicap à la pratique des sports de glisse.

Ayant grandi parmi des personnes valides, il a vécu l'impossibilité de pratiquer un sport comme une punition. Même si la nature ne lui a pas donné les meilleurs moyens de s'exprimer dans le sport, l'important pour M. Guilliorit est d'avoir un état d'esprit sportif en cherchant à dépasser ses limites, le but étant pour lui d'égaliser les personnes valides de son entourage.

Compte tenu de son handicap, les sports de glisse n'étaient pas forcément un choix de facilité ; il a toutefois cherché à faire du surf. Après trois ans d'échec pendant lesquels il n'a pas trouvé de solution faute de références et d'appui technique, il a décidé de concevoir un prototype à partir d'une ancienne prothèse. Celui-ci lui a enfin permis de se lever sur la planche de glisse et de pratiquer sa passion.

Au-delà de ce succès personnel, M. Delperier tient à rappeler qu'Ismaël Guilliorit est allé plus loin en créant l'association Vagdespoir.

Le surfeur explique qu'il a grandi dans un village où il était le seul handicapé et qu'il a donc dû faire plus d'efforts que les autres pour faire la même chose et pour vivre avec eux. Il n'a découvert le monde du handicap qu'à 18 ans dans un centre de rééducation ; il a constaté à cette occasion que beaucoup de handicapés ne faisaient pas tout ce qu'il faisait. Cela lui a donné envie de partager son envie de vivre normalement pour s'ouvrir vers les autres, c'est ce qui a conduit à la création de l'association avec des amis. Il s'agit d'utiliser les sports de glisse pour permettre aux gens de s'exprimer.

L'association aide des handicapés à pratiquer ces sports grâce à des innovations techniques. Cela leur donne également l'envie d'entreprendre dans leur vie quotidienne : recherche d'emploi, vie sentimentale, etc.

Par ailleurs, en permettant à ces handicapés de faire du surf ou de la planche à voile, l'action de l'association véhicule un message fort à destination des personnes valides qui pourraient regarder les handicapés avec compassion, mais qui s'interdisent de pratiquer ces sports de glisse, parce que trop difficiles à leurs yeux.

Ces propos d'Ismaël Guilliorit rappellent à M. Gueye une expérience qu'il a vécue en entraînement en France.

Alors qu'il s'entraînait avec l'équipe de France de ski, il indique avoir pris là une belle leçon auprès des athlètes handicapés. En effet, alors qu'en tant qu'Africain, il a besoin de soleil pour voir les bosses et les trous, il a vu des skieurs aveugles n'ayant pour seuls repères que les indications verbales de leurs entraîneurs pour descendre la piste. Avec l'équipe de France, Lamine Gueye est ainsi allé prendre une leçon de courage auprès des athlètes handicapés.

Répondant à l'animateur lui demandant pourquoi les jeux paralympiques se déroulent après les Jeux olympiques et non pas en même temps, M. Laporte estime qu'il serait même préférable de les programmer avant pour leur donner plus de considération.

Toutefois, il est à noter qu'avant les Jeux de Sydney en 2000, les jeux paralympiques n'avaient pas lieu au même endroit que les Jeux pour les valides ; le CIO a décidé à cette occasion d'organiser les deux événements dans la même ville ; il y a donc un progrès.

L'idéal serait de les organiser en même temps, mais cela pose des problèmes techniques importants.

S'agissant des athlètes handicapés, M. Guilliorit rappelle qu'un Sud-africain amputé a voulu concourir avec les valides aux Jeux olympiques grâce à ses prothèses en carbone. Il a ainsi participé à des compétitions nationales en montant sur le podium. Même si cet athlète sud-africain n'a pas réalisé les minima pour participer aux Jeux de Pékin, Ismaël Guilliorit voit là un précédent fâcheux, parce qu'il sera extrêmement compliqué de gérer la participation de futurs athlètes handicapés avec les valides alors qu'il est déjà difficile de gérer les jeux paralympiques en fonction de la pathologie ou du handicap des athlètes.

Toutefois, cette volonté de concourir avec les valides montre une envie de vivre comme eux en participant aux mêmes Jeux malgré le handicap. De plus, plutôt que de participer au lendemain de la fête, nombreux sont ceux qui souhaitent être de la fête olympique elle-même. Les Jeux paralympiques n'attirent pas les spectateurs, les journalistes et les sponsors ; il arrive que le décor soit déjà en cours de démontage pendant les épreuves. Ismaël Guillorrit regrette donc le manque d'attention accordé aux épreuves des handicapés.

Répondant à l'animateur lui demandant si, compte tenu des vertus de l'amateurisme mises en avant par Pierre de Coubertin, il était choqué de côtoyer des champions professionnels aux Jeux olympiques, David Douillet ne se dit pas choqué. Il fait remarquer que pour réaliser leurs performances, les athlètes doivent s'entraîner tous les jours ; ils sont donc professionnels dans presque toutes les disciplines. Il estime qu'il n'est pas possible d'être athlète de haut niveau en conciliant travail et pratique sportive. Toutefois, beaucoup ont des conventions pour poursuivre leurs études ou avoir un emploi, parce que le sport pratiqué ne permet pas d'en vivre.

Le secrétaire d'État tient d'ailleurs à préciser que les primes versées aux athlètes handicapés seront les mêmes que pour les athlètes valides. Il ajoute qu'il a également décidé peu avant les Jeux d'accorder des primes à l'encadrement des sportifs afin de corriger ce qui lui semblait être une injustice.

Par ailleurs, alors que les rameurs lui disaient ne pas comprendre la participation de professionnels comme Ronaldinho ou Roger Federer aux Jeux olympiques, M. Laporte explique leur avoir répondu qu'ils venaient chercher la même médaille que les autres athlètes et que les Jeux n'étaient pas une question d'argent. Leur participation n'est pas incompatible avec l'esprit olympique ; elle vient même renforcer la médiatisation des autres disciplines – même si elles ne brasseront jamais autant d'argent que le football ou le tennis.

S'agissant de l'argent dans le sport, Alexandre Delperier explique qu'une judoka ayant décroché une médaille de bronze lui a indiqué être détachée par son partenaire 18 mois avant les Jeux olympiques pour s'entraîner ; elle touche ainsi 800 € par mois. De son côté, Steeve Guenot, champion olympique de lutte gréco-romaine, est détaché par la RATP depuis mars 2007 avec un salaire de 1 500 € par mois.

L'animateur demande à M. Fournier ce que lui inspirent ces chiffres alors qu'il tente de relever son défi grâce à un budget privé de 11,8 M€.

Le parachutiste explique qu'il a passé 80 % des 20 ans de ce projet à réunir des fonds auprès des entreprises, parce que celles-ci n'en voient pas l'intérêt scientifique et humain. Il doit donc se déplacer pour expliquer son projet ou faire des conférences qui détaillent les progrès techniques ou scientifiques que permet ce saut de 40 000 m. Il a ainsi fallu deux ans et demi à l'Institut textile de France pour mettre au point un tissu résistant à des températures de -60 °C. De même, il a fallu trouver une solution pour éviter que l'intérieur de la nacelle ne givre lors de la brusque dépressurisation à 40 000 m. Plusieurs autres innovations ont également été nécessaires.

S'adressant à M. Carteret, Alexandre Delperier souligne un certain paradoxe dans le fait que certaines entreprises dépensent beaucoup d'argent pour inviter leurs meilleurs clients aux Jeux olympiques alors que la plupart des disciplines et des athlètes y participant sont très peu connus du grand public. Il attribue ce paradoxe à la magie de l'olympisme qui voit les individus rechercher l'exploit des athlètes, quel que soit le sport.

Abondant dans ce sens, M. Carteret indique avoir apprécié le fait que ses invités ont regardé avec autant d'enthousiasme la finale du 100 m en athlétisme et la finale de K1 (kayak) disputée par des sportifs peu connus et beaucoup moins médiatisés. De plus, il trouve intéressante la possibilité offerte par le monde olympique d'avoir une représentation de tous les sports au même endroit.

Par ailleurs, au-delà du clivage entre amateurisme et professionnalisme, il estime que les valeurs importantes pour les champions sont les mêmes qu'il s'agisse de compétitions locales ou des Jeux olympiques ; toutefois, le champion olympique dépasse par son ambition le sportif local.

Même s'il est normal de parler du sport pendant les Jeux, Lamine Gueye regrette pour sa part que les problèmes de la Chine aient été à peine abordés avant et pas du tout après.

Il constate par ailleurs qu'aujourd'hui l'argent et le sport entretiennent une relation étroite selon laquelle, même s'il est possible de participer aux Jeux sans être professionnel, il est impossible dans ce cas d'approcher du podium. Ayant vécu les Jeux dans une petite équipe, il a pu comparer son dénuement face à l'équipe de France ou à l'équipe d'Autriche, qui avaient toutes deux une logistique importante uniquement accessible aux pays riches.

Toutefois, M. Gueye estime que le sport est selon lui le meilleur lien entre les êtres humains d'origines différentes ; les Jeux sont le moment et le lieu où toutes les cultures se retrouvent pour célébrer le sport. Cela le fait s'interroger sur la capacité du CIO à adopter une telle démarche ; il se demande notamment pourquoi cette instance se prive de démocratie et de transparence, ce qui est à l'origine de nombreux scandales. Contrairement au monde de l'entreprise – où celle-ci est immédiatement sanctionnée en cas d'erreur par le jeu de la concurrence – le CIO n'a pas de concurrent. Lamine Gueye rappelle ainsi le scandale de corruption qui a accompagné l'attribution des Jeux d'hiver à Salt Lake City. De même, un consortium d'entreprises japonaises a décidé de faire don de 27 M\$ au musée de M. Samaranch 15 jours avant que les Jeux ne soient attribués à la ville de Nagano. Tout cela est selon lui très inquiétant.

Le skieur sénégalais explique que ce ne sont pas les pays qui nomment leurs représentants au CIO, mais que c'est ce dernier qui désigne les représentants des pays membres. Par ailleurs, alors que tout type d'information est aujourd'hui disponible grâce à Internet, il est toujours impossible d'examiner les comptes du CIO, alors que l'organisation gère 3,5 M\$ par jour et prétend verser 93 % de ses revenus aux pays en développement. Son pays faisant partie de ceux-ci, il a interrogé certains de ses compatriotes : la fédération sénégalaise de ski n'a jamais rien reçu en 25 ans de compétition. Il en est de même pour les sportifs « exotiques » qu'il a interrogés dans d'autres pays.

Revenant sur les propos de David Douillet se félicitant de l'entrée croissante d'athlètes au CIO, notamment à la commission des athlètes, le skieur souhaite nuancer ce progrès en expliquant le fonctionnement de cette institution. Il explique que, pour être candidat à un siège de la commission, il faut d'abord une recommandation de son comité national et l'acceptation de cette candidature par le CIO, sans laquelle il est impossible d'être candidat. Une fois élu, les athlètes n'ont qu'une voix consultative. Cela fait dire à Lamine Gueye que, s'il y a au CIO des passionnés de sport, il y a également des personnes qui n'ont pas grand-chose à y faire.

M. Gueye dit pour sa part s'interroger sur les taux de polluants deux fois supérieurs aux seuils français sur les sites olympiques alors même que les usines de la ville ont été arrêtées. Il s'agit de se demander quelles sont les véritables conditions de vie des Pékinois et des Chinois en général. Il se demande d'ailleurs si d'autres pays ne méritaient pas davantage l'attribution des Jeux d'hiver de 2014 que Sotchi en Russie, choix qu'il trouve curieux compte tenu du fait qu'il s'agit d'une station balnéaire prisée par les riches Russes notamment pour ses call-girls et qu'il n'y a presque pas d'infrastructures sportives.

Même s'il juge que certains de ces propos ne sont pas faux, David Douillet trouve là une caricature du CIO. Il admet que celui-ci est loin d'être perfectible et que les scandales mentionnés sont réels, mais il explique que les choses changent et qu'il faut donc du temps.

Le judoka explique que, depuis 20 ans environ, le CIO est devenu une entité mondiale à laquelle on demande toutes sortes de choses : faire des choix politiques importants, financer le sport, redistribuer ses recettes aux nations qui participent aux Jeux olympiques, organiser ces Jeux, etc. Il estime qu'on en demande trop à cette instance par rapport au nombre de membres ; cela conduit aux débordements précédemment évoqués.

Des réglages sont en cours, et M. Douillet dit voir des avancées dans le bon sens, notamment au sein de la commission des athlètes. Il cite ainsi l'exemple de Serguei Boubka qui a réussi à sortir de la commission pour prendre la tête du comité ukrainien, ce qui lui permet de mener sa politique de rapprochement des athlètes et du CIO.

Cependant, aujourd'hui encore, il y a des choses à améliorer pour se conformer aux valeurs olympiques, mais il est essentiel de continuer à faire vivre l'esprit olympique. David Douillet estime d'ailleurs que s'il n'y avait pas eu des réformes économiques majeures des Jeux, notamment sous la présidence de M. Samaranch, ceux-ci auraient fait faillite et n'existeraient plus aujourd'hui.

Concernant l'attribution des Jeux à Pékin, il rapporte que personne n'a réagi négativement dans la salle à Moscou lorsque la décision a été annoncée en 2001 ; elle a été perçue comme une opportunité pour que ce pays accélère son ouverture.

Ce n'est qu'ensuite que des réactions se sont fait entendre sur la situation intérieure chinoise. David Douillet estime donc qu'il aurait fallu réagir en anticipant l'attribution de ces Jeux, comme celle des Jeux d'hiver de 2014 à Sotchi.

Toutefois, rappelant le boycott occidental des Jeux de Moscou en 1980, le judoka fait remarquer que cela n'a pas empêché le pays de s'ouvrir. Il faut donc éviter de faire la morale aux autres pays et de chercher à régler dans l'immédiat tous les problèmes.

Lamine Gueye rebondit sur l'intervention d'un représentant du secteur des sports d'hiver français, selon lequel l'attribution des Jeux à Sotchi contribueront à l'engouement croissant des Russes pour ces activités et donc à la croissance de cette activité, à la fois en termes de tourisme dans les stations françaises et en termes de ventes d'équipements pour les stations de ski russes. M. Gueye estime que cette position résume assez bien la position du monde économique. Il constate également que la Chine n'a pas attendu les Jeux pour avoir une solide croissance économique et que c'est en partie pour cette raison que les Jeux lui ont été attribués. Le skieur se demande donc si l'éthique n'a pas aujourd'hui complètement disparu au profit des intérêts économiques.

Faisant remarquer que David Douillet a bénéficié en tant qu'athlète d'un pays riche d'un appui de son gouvernement et peut-être de bourses olympiques, Lamine Gueye doute qu'un judoka zimbabwéen ait les mêmes avantages. Alors que le judoka français se défend d'être responsable de cette absence de redistribution des comités olympiques des pays pauvres à leurs athlètes, M. Gueye estime que, si les comptes du CIO étaient plus transparents et permettaient de savoir ce qu'ont reçu les différents comités nationaux, la redistribution serait plus efficace.

Pour sa part, David Douillet estime impensable que le CIO ne reverse qu'aux pays riches. Il explique que le comité international donne en toute transparence de l'argent au comité national français de même qu'à tous les comités nationaux. Si l'argent n'arrive pas à son destinataire, le problème se situe selon lui à l'échelon local.

Sans vouloir défendre le CIO, qu'il découvre à peine, le secrétaire d'État estime que le sport est redevable à M. Samaranch, parce qu'il a su réformer les Jeux pour les pérenniser.

S'il y a vraiment un problème, il invite Lamine Gueye à fédérer les petits pays qui sont lésés pour réclamer leur dû en promettant de les appuyer si tel était le cas.

Revenant sur l'échec de la candidature de Paris pour l'organisation des Jeux d'été de 2012, Lamine Gueye constate à nouveau le manque de transparence du CIO. En effet, l'entrée dans cette instance se fait par cooptation, il n'y a donc pas de commission d'éthique, il suffit de partager l'opinion des membres existants. Ces membres décident ensuite d'attribuer les Jeux sans se justifier ; il est cependant bien connu que la corruption est courante au CIO. Il rappelle ainsi que des membres du CIO ont été filmés en caméra cachée alors qu'ils affirmaient qu'ils allaient vendre leurs voix.

Répondant à une intervention sur l'intérêt de la pratique du sport en amateur par les jeunes, Bernard Laporte estime même que les 40 médailles rapportées de Chine sont un succès pour toutes les associations et pour tous les clubs sportifs. Tous les athlètes ont commencé par ces petites structures locales ; elles sont donc un maillon important du sport français.

De plus, il juge essentielle la revalorisation du sport à l'école pour changer le point de vue des parents sur cette activité et lui donner plus d'importance à côté des autres matières scolaires. Il attribue d'ailleurs le déficit de médaillées féminines à ce manque d'encouragement à la pratique du sport par les parents qui poussent plutôt les filles vers les études. Cela conduit à une baisse régulière du nombre de filles licenciées juniors (16/18 ans).

Bernard Laporte rapporte que, lors du Conseil des ministres qui a suivi la clôture des Jeux, le président de la République a repris son discours sur l'importance du sport à l'école. En effet, sans cette base solide, il ne peut pas y avoir de succès au haut niveau. Il faut ensuite aider ces sportifs de haut niveau ; c'est pourquoi il s'est rapproché de Laurence Parisot pour lui demander le soutien du secteur privé. De leur côté, les entreprises ont beaucoup à gagner à encadrer les sportifs, parce qu'ils peuvent leur apporter leurs vertus et leurs valeurs.

Donc, sans privatiser le sport de haut niveau, M. Laporte souhaite rapprocher davantage le sport des entreprises pour que celles-ci aident au développement du sport de compétition. Les pouvoirs publics se concentreraient ainsi sur la masse des sportifs, qui sont une priorité, en particulier dans le système scolaire.

Un intervenant, se présentant comme avocat et par ailleurs secrétaire général du Cercle sportif des invalides, souhaite revenir sur les jeux paralympiques de Pékin qui se dérouleront du 6 au 17 septembre et qui réuniront environ 4 000 athlètes de 148 pays, dont 119 compétiteurs français. Toutes ces personnes sont d'abord des sportifs qui s'entraînent pour cela depuis quatre ans ; il faut donc les regarder et les encourager.

Pour lui, les sportifs sont la base du système, donc même si les débats politiques sur l'organisation sont importants, il est également essentiel de leur rendre hommage.

Bernard Laporte rappelle pour sa part qu'il accompagnera les athlètes en Chine à cette occasion. Il signale qu'en France, seul 1 % des handicapés pratiquent du sport contre 23 % des handicapés chinois. Il souhaite donc développer l'accession aux activités sportives de ces populations.

Concernant les 120 athlètes français en compétition, il annonce qu'il y a des chances de médaille dans 13 sports sur les 20 que comptent ces Jeux.

Alexandre Delperier conclut cet échange en notant l'enthousiasme qu'a exprimé le secrétaire d'État pour les Jeux qu'il vient de vivre. Mais, il y a une révolution à faire pour développer le sport dans le système éducatif. Il se demande toutefois si la France peut obtenir plus de médailles dans quatre ans à Londres...

M. Laporte répond par l'affirmative. En effet, les athlètes ayant participé aux Jeux de Pékin seront présents en grande majorité à Londres grâce à leur jeune âge. Toutefois, il y a des chantiers à mener, notamment la réorganisation du sport féminin et de la fédération d'athlétisme. L'athlétisme est en effet le plus gros pourvoyeur de médailles aux Jeux avec 47 podiums et 141 médailles, alors que la France n'en a obtenu qu'une cette année.

D'un autre côté, il se réjouit des performances d'autres fédérations comme la natation ou l'escrime qui ont travaillé dur pour envoyer des athlètes compétitifs.

Revenant sur les différents points de vue exprimés, notamment sur les défauts du CIO, Bernard Laporte estime qu'il faut défendre l'esprit olympique qui existe toujours. Il signale n'avoir jamais eu autant d'émotion que lors de la cérémonie d'ouverture à laquelle il a assisté en tant que spectateur. Le sport est pour lui la seule façon de concourir de manière courtoise en appréciant les autres compétiteurs ; il reste ainsi marqué par le moment où l'athlète russe a embrassé l'athlète géorgien. Seul le sport peut donner naissance à ces moments.